



Bruno GABRIEL & Sylvie LOUGE - ABENTIN

Bruno GABRIEL : Professeur d'université, Directeur de l'IUT d'Auch.
Conseiller municipal à Gimont, conseiller communautaire de la Communauté de communes CAG.
Candidat communiste, engagé dans la défense de la ligne SNCF Auch-Toulouse.

Sylvie LOUGE - ABENTIN : Responsable des ressources humaines d'un groupe coopératif.
Conseillère municipale à Castelnau d'Auzan. Candidate Front de Gauche.

Madame, Monsieur

Je suis candidat aux élections législatives des 11 et 18 juin 2017, avec ma suppléante Sylvie LOUGE - ABENTIN, dans la continuation de notre engagement quotidien d'élus locaux et de notre implication dans la vie sociale. Si la défaite du Front National est un soulagement, nous n'avons pas pour autant donné un chèque en blanc au nouveau Président de la République.

Les communistes ont tout fait pour unir la gauche de transformation sociale et écologique. Nous n'avons pas présenté de candidat à la présidentielle et nous avons mené une campagne active pour Jean Luc Mélenchon. Malgré tous nos efforts tant nationaux que départementaux, nos partenaires ont refusé l'union pour les législatives. Nous le regrettons.

Le nouveau Président, encouragé par Pierre Gattaz, débutera son mandat en légiférant par ordonnances si l'Assemblée nationale lui en donne l'autorisation. Dans

ce contexte, il est indispensable de créer les conditions d'une majorité de contre-pouvoir à gauche avec davantage de député(e)s Communistes et Front de Gauche.

Apporter votre suffrage sur ma candidature sera le seul vote utile et efficace pour exprimer avec force votre exigence de progrès social et de justice fiscale pour tous, contre l'austérité imposée à tous les travailleurs, aux jeunes et aux retraités.

Je m'engage à défendre et à développer les services publics de proximité, à agir pour changer la politique agricole commune afin d'assurer un revenu correct aux travailleurs-paysans et une meilleure qualité alimentaire pour tous, à renforcer la démocratie de proximité.

En me permettant de vous représenter à l'Assemblée nationale, je serai résolument au service du progrès social pour tous.

Vu les candidats

2017, L'humain d'abord !

PCF
Parti communiste français

Membre du

**FRONT
DE GAUCHE**

Pour de nouveaux député(e)s de progrès à l'Assemblée Nationale

L'Assemblée nationale décide des lois de notre pays. Vos exigences et votre colère doivent pouvoir s'exprimer avec de nouveaux député(e)s qui s'engagent pour un avenir de progrès en France et dans le Gers.

Nous voulons être utiles à toutes celles et tous ceux qui veulent une véritable opposition au nouveau gouvernement, pour l'empêcher de mettre en œuvre les exigences de l'Europe libérale, des marchés financiers et du MEDEF. Ces nouveaux député(e)s devront s'opposer fermement aux politiques d'austérité, à la détérioration continuelle des conditions de vie et à la casse du Code du travail. Ils/Elles devront être les représentant(e)s de toutes celles et de tous ceux qui refusent la main-mise de la finance sur notre planète et la marchandisation du bien public.

L'emploi, les conditions de travail et la formation

Le chômage est une plaie qui frappe près de 8 % de la population active gersoise. C'est le premier souci des familles.

Nous nous engagerons immédiatement pour obtenir une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation, pour l'abrogation de la loi travail et du CICE. Nous augmenterons les salaires, les retraites et les minima sociaux pour obtenir une relance de l'économie. Nous agissons pour réduire le temps de travail et pour créer un statut protecteur pour les jeunes de 18 à 25 ans, garantissant un revenu minimal permettant d'associer études et insertion professionnelle.

Pour une ruralité vivante

Une crise qui dure depuis 40 ans n'est plus une crise, c'est une situation délibérée. Il faut redonner aux départements ruraux et aux zones déshéritées les moyens d'un nouveau dynamisme. Il faut que cessent les politiques autoritaires de fermetures de services publics dans l'Education, la Santé, la Poste, le Trésor public. Il faut développer les transports ferroviaires

et collectifs respectueux de l'environnement, et implanter des Centres de santé en encourageant la médecine publique. Le protocole de fermeture des écoles rurales doit laisser la place à un investissement ambitieux dans l'éducation. Les personnes âgées et leurs familles doivent pouvoir compter sur un véritable service public de l'autonomie pris en charge à 100% par la Sécurité sociale.

Une agriculture libérée de l'agro-industrie

Nous agissons pour réorienter le modèle agricole national et européen afin de garantir des revenus et des retraites agricoles décentes. Face au productivisme aveugle, destructeur des hommes et des terres, nous impulserons un nouveau mode de production et de consommation, fondé sur une agriculture innovante, respectueuse de l'environnement, source de solidarités et de bien vivre ensemble. Nous proposerons une loi pour encadrer strictement les marges et les pratiques de la grande distribution et de certaines coopératives, fixant un prix garanti minimum, permettant un revenu digne pour les agriculteurs et facilitant l'installation de jeunes.

Imposer un nouvel âge de la démocratie locale

A l'opposé des fusions imposées par la loi NOTRE aux agglomérations, aux régions et aux communes, nous voulons développer la coopération intercommunale, assise sur des projets utiles aux habitants. La nouvelle répartition des compétences ne doit pas conduire à la mise en concurrence des territoires et des collectivités locales. Communistes, nous affirmons que la commune est le niveau essentiel de la démocratie locale, base de la participation citoyenne, nécessaire au bon fonctionnement des autres collectivités locales et de notre société.

Pour mener une politique de progrès social pour tous, il faut avoir la volonté et le courage de contester le pouvoir à la finance et à la Banque Centrale Européenne qui prônent l'austérité et la concurrence libre et non faussée. Il faut réorienter la fiscalité vers le progrès partagé, créer un pôle public bancaire au service de l'emploi et du développement. La transition écologique et énergétique doit être planifiée sans attendre. Une nouvelle République citoyenne est possible en donnant de nouveaux droits aux salariés et aux citoyens.

